

LES LIBÉRAUX DONNÉS GAGNANTS AUX LÉGISLATIVES

Libye, la déroute islamiste

L'Alliance des forces nationales, coalition de partis libéraux, serait en tête des élections législatives en Libye qui se sont déroulées samedi.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)

- Le scrutin législatif qui s'est tenu samedi en Libye devrait marquer un véritable tournant dans l'histoire contemporaine de ce pays. La quarantaine de petits partis libéraux réunis autour de l'Alliance des forces nationales seraient les grands gagnants de cette élection pluraliste, la première depuis l'indépendance.

«Selon les premières informations recueillies (par la coalition), la coalition est en tête dans la plupart des circonscriptions électorales», a rapporté, hier, l'Agence France Presse qui cite Faïçal Al-Krekchi, le secrétaire général de l'AFN.

Cette tendance en faveur des libéraux a également été confirmée par leurs adversaires islamistes du Parti de la justice et de la construction, affilié à la tendance des Frères musulmans. Mohamed Sawan, premier responsable du PJC, a estimé que la coalition libérale avait une «nette avance» dans les principales villes du pays, à savoir Tripoli et Benghazi. Dans la capi-

tale, le quartier populaire d'Abou Salim aurait enregistré un taux de 90% en faveur de l'Alliance des forces nationales. Notons que les partis politiques agréés par les autorités se disputent 80 des 200 sièges de la future Assemblée, le Congrès général national de Libye.

Les 120 autres sièges du Parlement sont disputés par des candidats indépendants, sans formations politiques. Il s'avère que dans cette seconde catégorie, les islamistes auraient également été vaincus dans la majorité des circonscriptions électorales. Ces derniers étaient pourtant donnés grands gagnants de ce scrutin.

Un Congrès général national à majorité libérale signifierait clairement le rejet du peuple libyen pour un Etat théocratique. Le taux de participation de 60 % enregistré samedi, jour du scrutin, confère à cette Assemblée une solide légitimité. Les Libyens se sont rendus aux urnes malgré des actes de violence qui ont émaillé cette élection dans cer-



Photos : DF

La coalition est en tête dans la plupart des circonscriptions.

taines régions du pays. Dès son installation officielle, le Congrès général national marquera la fin du Conseil national de transition (CNT). Le prochain gouvernement libyen sera, par ailleurs, issu de la majorité parlementaire. Cependant, l'élaboration de la nouvelle Constitution sera du res-

sort d'un comité composé de 60 membres, 20 pour chacune des trois régions du pays. Notons que la communauté internationale a salué le déroulement de ce scrutin qui intervient 8 mois après la chute du régime de Mouamar Kadhafi. «Un tournant crucial», a déclaré l'Italie, ancienne force

coloniale. «Une autre étape importante de leur extraordinaire transition vers la démocratie», a commenté, pour sa part, le président américain Barack Obama.

De son côté, l'Union européenne a qualifié ce scrutin de «véritablement démocratique».

T. H.

LE NOUVEAU PRÉSIDENT D'ÉGYPTE RÉHABILITE LE PARLEMENT DISSOUS

Morsi fait un croche-pied aux militaires

Évolution de situation insoupçonnée et imbroglio politique en Égypte. Le nouveau président Mohamed Morsi a pris dimanche la décision inattendue d'annuler l'arrêt de la Haute cour constitutionnelle dissolvant le Parlement. Le Conseil suprême des forces armées, qui dit détenir toujours le pouvoir législatif, devait se réunir en urgence hier dans la soirée.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le président Morsi a, en effet, émis un décret présidentiel annulant l'arrêt du 15 juin dernier qui dissolvait l'Assemblée du peuple dans laquelle les islamistes siégeaient majoritaires. Du coup, le Parlement est réhabilité dans sa composition mais aussi dans toutes ses prérogatives que le Conseil suprême des forces armées (CSFA) s'était adjugé après la dissolution. Dans son décret émis dimanche, Mohammed Morsi a défini également un calendrier électoral.

Le décret prévoit, en effet, l'organisation d'élections anticipées pour la chambre, 60 jours après l'approbation par référendum de la nouvelle Constitution du pays, ainsi que l'adoption d'une loi régissant le Parlement.

Sitôt le décret présidentiel promulgué, le Conseil suprême des forces armées a réagi. Pas de manière ferme, comme certains l'auraient attendu mais de façon assez subtile. L'institution du maréchal Tantaoui, par la voix de l'un de ses membres, a déclaré ne pas commenter les prérogatives présidentielles mais consentant tout de même, et ce n'est pas rien, à dire qu'elle garde le pouvoir législatif.

Un pouvoir qui, normalement, doit revenir au Parlement ainsi réhabilité. Car, le Conseil suprême des forces armées s'est approprié le pouvoir législatif en l'ab-



Jusqu'où ira Morsi ?

sence du Parlement, lequel fut dissous, on se le rappelle, par un arrêt de la Haute cour constitutionnelle à la mi-juin.

Les militaires égyptiens qui ont assuré la transition politique dans le pays depuis la chute de Hosni Moubarak jusqu'à l'élection de Mohammed Morsi, candidat des Frères musulmans, ne semblent pas portés sur un affrontement frontal avec la présidence, ce qu'apparemment Morsi a recherché à travers la réhabilitation du Parlement. Une réhabilitation qui signifie fort nécessairement un sevrage des militaires du pouvoir législatif qu'ils se sont arrogés, après avoir instigué la dissolution du Parlement.

La cohabitation entre Mohammed Morsi et les militaires s'annonce difficile. Elle n'est pas à l'abri d'un clash périlleux. On voit mal les militaires qui ont manœuvré à l'extrême pour garder, sinon tout, du moins une partie du pouvoir entre leurs mains, se laisser faire sans réagir. Rappelons qu'ils avaient fait dissoudre le

Parlement, au grand dam des Frères musulmans qui y siégeaient majoritaires. Par le biais de la Haute cour constitutionnelle, ils ont également invalidé toutes les

lois votées par le Parlement dissous, notamment celle qui interdisait aux pontes de l'ancien régime de se porter candidats à la présidentielle égyptienne. Ce qui a d'ailleurs permis à Ahmed Chafik, le dernier Premier ministre de Moubarak, de demeurer dans la course et de rivaliser au second tour avec Mohammed Morsi.

Entre les deux tours de la présidentielle, le CSFA a nommé un général-chef de cabinet de la présidence de la République. Il s'est aussi arrogé la prérogative, à travers une commission placée sous l'égide du chef de cabinet, de contrôler le budget de l'Etat. Ceci en sus de la commission sécurité qui, elle aussi, est majoritairement composée de militaires et dans laquelle la voix de Mohammed Morsi, son président, n'est pas prépondérante. Ce qui a fait dire aux observateurs que le président égyptien est un président sans prérogatives véritables. Mohammed Morsi ne semble pas porté à donner de la véracité à un tel commentaire. Mais jusqu'où ira-t-il ?

S. A. I.

La marine syrienne a effectué des exercices près des côtes

La marine syrienne a entamé des exercices de tirs réels au cours du week-end, lançant des missiles depuis la terre et la mer dans le but de «simuler un scénario de défense en cas d'attaque surprise depuis la mer», a indiqué hier dimanche l'agence gouvernementale Sana. «La marine a effectué l'exercice avec succès, repoussant une hypothétique attaque et détruisant avec une grande précision les cibles définies», a rapporté l'agence de presse. Le ministre de la Défense, le général Daoud Rajha, qui assistait à l'exercice, s'est félicité de «la performance exceptionnelle des forces navales qui ont démontré leur haut niveau d'entraînement au combat et leur capacité à défendre les côtes syriennes contre toute agression éventuelle». Selon Sana, ces exercices font partie d'un plan d'entraînement au combat, établi par le Haut commandement de l'armée, qui prévoit d'effectuer chaque année ce type d'exercices. Ce plan comprend «des manœuvres militaires faisant intervenir les forces terrestres, navales et aériennes pour évaluer la préparation au combat de l'Armée syrienne arabe et connaître sa capacité à remplir son devoir dans des conditions comparables» à celles de combats réels.